

LISTE DES PAYS SIGNATAIRES de LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

Signer une convention est une déclaration d'intention,
Ratifier une convention est proclamer
sa volonté d'appliquer le texte en mettant en conformité ses lois avec la Convention.

Nom du pays (ordre alphabétique)	Date de ratification	Observations
Afghanistan	28 Mars 1994	
Afrique du Sud	16 Juin 1995	
Albanie	27 Février 1992	
Allemagne (réunifiée)	6 Mars 1992	il faut noter que l'Allemagne de l'Est avait également ratifié la convention
Algérie	16 Avril 1993	
Andorre	2 Janvier 1996	
Angola	5 Décembre 1990	
Antigua et Barbuda	5 Octobre 1993	
Argentine	4 Décembre 1990	
Arménie	4 Décembre 1990	
Australie	17 Décembre 1990	
Autriche	6 Août 1992	
Azerbaïdjan	13 Août 1992	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Bahamas	20 Février 1991	
Bahreïn	13 Février 1992	
Bangladesh	3 Août 1990	
Barbade	9 Octobre 1990	
Belgique	4 Décembre 1990	
Belize	2 Mai 1990	
Bénin	3 Août 1990	
Bhoutan	1er Août 1990	
Birmanie (Union du Myanmar)	15 juillet 1991	
Biélorussie	1er Octobre 1990	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Bolivie	26 Juin 1990	
Bosnie Herzégovine	1er Septembre 1993	par succession après la partition de la Yougoslavie
Botswana	14 Mars 1995	

Brésil	24 Septembre 1990	
Brunei Darussalam	27 Décembre 1995	
Bulgarie	3 juin 1991	
Burkina Fasso	31 Août 1990	
Burundi	19 Octobre 1990	
Cambodge	15 Octobre 1992	
Cameroun	11 Janvier 1993	
Canada	13 Décembre 1991	
Cap Vert	4 Juin 1992	
Centre Afrique	23 Avril 1992	
Chili	13 Août 1990	
Chine	2 Mars 1992	
Chypre	7 Février 1991	
Colombie	28 Janvier 1991	
Comores	22 Juin 1993	
Congo	14 Octobre 1993	
Corée du Nord	21 Septembre 1990	
Corée du Sud	20 Novembre 1991	
Costa Rica	21 Août 1990	
Côte d'Ivoire	4 Février 1991	
Croatie	12 Octobre 1992	par succession après la partition de la Yougoslavie
Cuba	21 Août 1991	
Danemark	19 Juillet 1991	
Djibouti	6 Décembre 1990	
Égypte	6 Juillet 1990	
Équateur	23 Mars 1990	
Émirats Arabes Unis	3 Janvier 1997	
Espagne	6 Décembre 1990	
Érythrée	3 Août 1994	
Estonie	21 octobre 1991	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Éthiopie	14 mai 1991	
Fédération de Russie	16 Août 1990	
Finlande	20 Juin 1991	
France	7 Août 1990	Premier pays à avoir fait du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant

Gabon	9 Février 1994	
Gambie	8 Août 1990	
Géorgie	2 Juin 1994	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Ghana	5 Février 1990	
Grèce	11 Mai 1993	
Grenade	5 Novembre 1990	
Guatemala	6 Juin 1990	
Guinée	13 Juillet 1990	
Guinée Bissau	20 Août 1990	
Guinée Équatoriale	15 Juin 1992	
Guyane	14 Janvier 1991	
Haïti	8 Janvier 1995	
Honduras	10 Août 1990	
Hongrie	7 Octobre 1991	
Iles Cook	6 Juin 1997	
Île Maurice	26 Juillet 1990	
Iles Fidji	13 Août 1993	
Iles Marshall	4 Octobre 1993	
Iles Salomon	10 Avril 1995	
Iles Samoa	29 Novembre 1994	
Islande	28 Octobre 1992	
Inde	11 Décembre 1992	
Indonésie	5 Septembre 1990	
Irak	15 Juin 1994	
Irlande	28 Septembre 1992	
Israël	3 Octobre 1991	
Italie	5 Septembre 1991	
Jamaïque	14 Mai 1991	
Japon	22 Avril 1994	
Jordanie	24 Mai 1991	
Kazakhstan	12 Août 1994	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Kenya	30 Juillet 1990	
Kiribati	11 Décembre 1995	
Koweït	21 Octobre 1991	

Kirghizistan	7 Octobre 1994	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Lesotho	10 Mars 1992	
Latvian	14 Avril 1992	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Libéria	4 Juin 1993	
Liban	15 Avril 1993	
Liechtenstein	22 Décembre 1995	
Lituanie	31 Janvier 1992	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Luxembourg	7 Mars 1994	
Macédoine	2 Décembre 1993	par succession après la partition de la Yougoslavie
Madagascar	19 Mars 1991	
Malaisie	17 Février 1995	
Maldives	11 Février 1991	
Mali	20 Septembre 1990	
Malte	30 Septembre 1990	
Mauritanie	16 Mai 1991	
Mexique	21 Septembre 1990	
Micronésie	5 Mai 1993	
Moldavie	26 Janvier 1993	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Monaco	21 Juin 1993	
Mongolie	5 Juillet 1990	
Maroc	21 Juin 1993	
Mozambique	26 Avril 1994	
Namibie	30 Septembre 1990	
Népal	14 Septembre 1990	
Nouvelle Zélande	6 Avril 1993	
Nicaragua	5 Octobre 1990	
Niger	30 Septembre 1990	
Nigeria	19 Avril 1991	
Norvège	8 Janvier 1991	
Ouganda	17 Août 1990	
Ouzbékistan	29 Juin 1994	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Pakistan	12 Novembre 1990	
Panama	12 Décembre 1990	
Papouasie Nouvelle Guinée	2 Mars 1993	

Paraguay	25 Septembre 1990	
Pays Bas (<i>Hollande</i>)	6 Février 1995	
Pérou	4 Septembre 1990	
Philippines	21 Août 1990	
Pologne	7 Juin 1991	
Portugal	21 Septembre 1990	
Qatar	3 Avril 1995	
République Démocratique du Congo	27 Septembre 1990	
République Démocratique du Laos	8 Mai 1991	
République Dominicaine	13 Mars 1991	
République Islamique d'Iran	13 Juillet 1994	
République Tchèque	7 Février 1991	par succession après la partition de la Tchécoslovaquie
Roumanie	28 Septembre 1990	
Royaume Unis (<i>Angleterre et Écosse</i>)	16 Décembre 1991	
Rwanda	24 Janvier 1991	
Saint Kitts et Nevis	24 Juillet 1990	
Sainte Lucie	16 Juin 1993	
Saint Vincent et Grenadines	26 Octobre 1993	
Salvador	10 Juillet 1990	
San Marin	25 Novembre 1991	
Sao Tomé et Príncipe	14 Mai 1991	
Sénégal	31 Juillet 1990	
Seychelles	7 Septembre 1990	
Sierra Léone	18 Juin 1990	
Singapore	5 Octobre 1995	
Slovaquie	28 Mai 1993	par succession après la partition de la Tchécoslovaquie
Slovénie	6 Juillet 1992	par succession après l'éclatement de la Yougoslavie
Soudan	3 Août 1990	
Sri Lanka (<i>Ceylan</i>)	12 Juillet 1991	
Suisse	24 Février 1997	
Sultanat d'Oman	24 Juillet 1999	
Suriname	1er Mars 1993	
Suède	29 Juin 1990	

Swaziland	7 Septembre 1995	
Syrie	15 Juillet 1993	
Tadjikistan	26 Octobre 1993	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Thaïlande	27 Mars 1992	
Tanzanie	10 Juin 1991	
Tchad	2 Octobre 1990	
Timor-Leste	16 avril 2003	ex Timor Oriental devenu indépendant en 2002
Togo	1er Août 1990	
Tonga	6 Novembre 1995	
Trinitad et Tobago	5 Décembre 1991	
Tunisie	30 Janvier 1992	
Turquie	4 Avril 1995	
Turkménistan	20 Septembre 1993	par succession après l'éclatement de l'Union Soviétique
Ukraine	28 Août 1991	
Uruguay	20 Novembre 1990	
Vénézuéla	13 Septembre 1990	
Vietnam	28 Février 1990	
Yémen	1er Mai 1991	
Yougoslavie (Serbie, Monténégro et Kosovo)	3 Janvier 1991	
Zambie	6 Décembre 1991	
Zimbabwe	11 Septembre 1990	

Soit 192 pays

Déclaration et réserve de la République Française

1 - Le Gouvernement de la République déclare que la présente Convention, notamment l'article 6, ne saurait être interprétée comme faisant obstacle à l'application des dispositions de la législation française relative à *l'interruption volontaire de grossesse*.

2 - Le Gouvernement de la République déclare, compte tenu de l'article 2 de la Constitution de la République Française, que *l'article 30 n'a pas lieu* de s'appliquer en ce qui concerne la République.

3 - Le Gouvernement de la République Française interprète l'article 40, paragraphe 2, b, v, comme posant un principe général auquel la loi peut apporter *des exceptions limitées*. Il en est ainsi, notamment, pour certaines infractions relevant en premier et dernier ressort du tribunal de police ainsi que pour les infractions de nature criminelle. Au demeurant, les décisions rendues en dernier ressort peuvent faire l'objet d'un recours devant la cour de cassation qui statue sur la légalité de la décision intervenue.

Liste des pays n'ayant pas ratifié la Convention

Les États Unis

Décembre 2003 : Les États-Unis ont fait savoir qu'ils désiraient ratifier la Convention, mais ils souhaitent auparavant déposer une réserve sur l'article 37 qui condamne le recours à la peine de mort contre les enfants. En effet, actuellement 25 états conservent la peine de mort, applicable à des mineurs, dans leur arsenal juridique. Certains d'entre eux n'hésitent pas à l'appliquer concrètement y compris pour des mineurs atteint de maladies mentales avérées.

Mars 2005 : Les États-Unis abolissent enfin la peine de mort contre les mineurs.
A ce jour les États Unis n'ont toujours pas ratifié ce texte.

La Somalie

L'état des institutions de ce pays ne permet pas la ratification de la convention. Il n'y a, en effet, pas de gouvernement reconnu en Somalie. En 2009, la Somalie a annoncé son intention de ratifier la convention.